



**Briefings de Bruxelles sur le développement rural
Une série de réunions sur des questions de développement ACP-UE**

**Session de Briefing n° 20
Financement de l'agriculture et du développement rural dans les pays ACP**

Mercredi 15 septembre 2010

**Réduire de moitié la proportion de personnes qui souffrent de la faim, une utopie ?
Constitution d'un plan de sauvetage pour remettre les OMD sur le droit chemin**

Luca Chinotti Oxfam

Résumé

Le rapport d'Oxfam intitulé « Réduire de moitié la proportion de personnes qui souffrent de la faim, une utopie ? Constitution d'un plan de sauvetage pour remettre les OMD sur le droit chemin » vient d'être publié. Les chefs d'État et de gouvernement se réuniront la semaine prochaine à New-York afin d'évaluer les progrès des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Ce rapport a vocation à contribuer au débat. Il détermine les besoins pour remettre l'OMD 1 sur le droit chemin, en particulier le troisième objectif de réduction de moitié de la proportion de la population souffrant de la faim. Cet objectif étant en moins bonne voie, à l'instar de la santé maternelle et de l'objectif d'approvisionnement en eau et d'assainissement, il doit devenir l'une des priorités d'investissement et d'action urgente de cette année. Le rapport fournit une analyse complète et des recommandations pour atteindre l'objectif de réduction de la faim. La présentation lors du Briefing de Bruxelles sur le développement rural se penchera plus spécifiquement sur les questions liées à l'aide et aux investissements publics en faveur de la sécurité alimentaire et de l'agriculture.

Plusieurs raisons expliquent le retard de la réduction de la faim dans le cadre des OMD. Tout d'abord, depuis les années 1980 le secteur agricole des pays en développement a été délaissé par les gouvernements nationaux, avec pour conséquence des coupes sombres dans les dépenses publiques. Les donateurs ont eux aussi commencé à se retirer, laissant les secteurs de production à la merci des marchés. La productivité agricole a donc stagné. Les règles injustes du commerce international ont fait le reste. La crise des prix alimentaires en 2007-2008 a entraîné une augmentation drastique du nombre de personnes souffrant de la faim. Le pire, c'est que les facteurs à l'origine des précédentes flambées des prix sont toujours présents. Les prix pourraient donc connaître une nouvelle hausse. En outre, le changement climatique pousse rapidement les populations les plus pauvres dans les limites de leurs moyens de subsistance.

Pour se remettre sur le droit chemin et atteindre l'OMD de lutte contre la faim d'ici 2015, il faut s'attaquer de toute urgence aux causes de la famine. Sans une réforme complète des politiques nationales et mondiales en matière d'alimentation, d'agriculture, de commerce et de changement climatique, aucun plan de lutte contre la faim, même ambitieux, n'aboutira. Mais en plus des changements politiques, le fossé financier doit être comblé, grâce à des investissements plus nombreux et de meilleure qualité.

Depuis 1996, les sommets et les déclarations se sont succédés. Cependant, les dirigeants politiques semblent beaucoup plus disposés à annoncer leur engagement qu'à le tenir, et encore moins à être tenus pour responsables du respect de leurs promesses.

En juillet 2009, 13 donateurs ont adopté l'Initiative de L'Aquila en matière de sécurité alimentaire, afin de mobiliser plus de 20 milliards USD sur 3 ans. Cependant, une large proportion de ces fonds ne sont que des promesses recyclées. Seuls 4 milliards USD sont de nouveaux engagements. La portée des engagements de L'Aquila ne permettra pas d'atteindre l'OMS de lutte contre la faim d'ici 2015. Oxfam a calculé qu'il faudrait augmenter les investissements de 75 milliards USD par an pour réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim d'ici 2015. La moitié de ces ressources devrait être investies dans l'agriculture et le développement rural et l'autre moitié, dans l'aide alimentaire, la protection sociale et les programmes nutritionnels. En vertu du principe du partage des responsabilités, la moitié de ces

nouvelles ressources devraient provenir de l'aide internationale et l'autre moitié, des pays en développement.

Non seulement la quantité de l'aide est insuffisante, mais sa qualité et son efficacité ne se sont pas suffisamment améliorées. Les principes de Rome de sécurité alimentaire mondiale durable (qui visent à garantir le leadership national, la coordination et un financement prévisible), adoptés lors du sommet mondial sur la sécurité alimentaire de 2009, sont loin d'être mis en œuvre sur le terrain, et les agences d'aide sont toujours réticentes à abandonner l'approche de projet.

Afin de remettre l'objectif de réduction de la faim sur le droit chemin, Oxfam recommande à tous les gouvernements, du Nord et du Sud, et aux agences internationales : 1) de coordonner leur action selon une approche parallèle ; 2) de soutenir le Comité sur la sécurité alimentaire mondiale remanié en tant que forum central d'orientation politique et de coordination de l'action mondiale en matière de gouvernance alimentaire mondiale et de lutte contre les causes de la faim et de la malnutrition; 3) d'établir un mécanisme de coordination et de reddition de compte pour le financement mondial, orienté par le CSA.

Les gouvernements des pays en développement doivent mener les efforts et être les premiers à investir davantage pour libérer leurs populations de la faim et de la malnutrition. Oxfam recommande que les gouvernements des pays en développement : 1) augmentent leurs dépenses publiques dans l'agriculture et la sécurité alimentaire en ciblant les femmes, les petits exploitants et les consommateurs les plus vulnérables ; 2) développent (ou renforcent) leurs plans nationaux et régionaux ; 3) incluent pleinement les parties prenantes de la société civile, en particulier les femmes, les petits exploitants, la main d'œuvre agricole et les groupes les plus pauvres, dans la prise de décision; 4) adoptent des politiques en matière d'alimentation et d'agriculture, de protection sociale, de commerce et d'investissement respectant le droit à l'alimentation et s'alignant sur les objectifs de réduction de la faim.

Les gouvernements des pays développés ont un rôle clé à jouer et devraient : 1) augmenter drastiquement l'APD en faveur de la sécurité alimentaire, de l'agriculture et de la nutrition d'au moins 37,5 milliards USD par an, sans priver d'autres secteurs essentiels de ressources ; 2) soutenir des plans nationaux et régionaux menés par les pays, améliorer la coordination et le soutien au développement des capacités afin de garantir une aide efficace, grâce à un soutien budgétaire si c'est possible ; 3) contribuer individuellement à cet effort collectif selon les moyens financiers de chaque pays ; 4) obtenir des financements supplémentaires ; 5) encourager une cohérence politique ; 6) débloquer immédiatement les fonds nécessaires afin de permettre les pays en développement de s'adapter au changement climatique, au-delà des engagements d'APD existants.